ENTRETIEN

Haïm Bittan : « Les juifs tunisiens sont très attachés à leurs traditions »

À quelques jours de sa venue en France pour participer à la commémoration religieuse de la rafle des juifs de Tunisie pendant la Shoah*, le grand rabbin de Tunisie a répondu aux questions d'*Actualité Juive*.

Actualité Juive Que représente la communauté juive de Tunisie aujourd'hui en termes de fidèles et de structures communautaires ?

Haïm Bittan : La communauté se compose de 1500 juifs dont 1100 à Djerba, 300 à Tunis, 100 à Zarzis et quelques familles à Sousse, Monastir et Sfax. À Djerba, la grande majorité des juifs réside dans la « Hara Kebira », en français, le grand ghetto mais sans la connotation négative du terme, et l'autre, dans la « Hara Sghira » (petit ghetto) où se situe la grande synagogue de la Ghriba. Douze synagogues sont actives quotidiennement à Djerba, ainsi que deux yeshivot et une école de garçons fréquentée par 180 élèves. L'école de filles compte 200 élèves et 320 petits sont accueillis dans deux jardins d'enfants. La communauté dispose également de trois mikvés et produit elle-même ses *chohatim* et ses *mohelim* pour garantir la cacherout et subvenir à ses besoins religieux. S'agissant de Tunis, où il y avait plus d'une centaine de synagogues, elles sont toutes fermées à l'exception de la grande synagogue de Tunis et celle de la Goulette. Une petite école juive a été construite par les Habad, mais aussi un mikvé et un boucher cacher où se rendent les familles juives de Sfax ou de Sousse pour s'approvisionner en viande.

MATHILDE AZOZE

> IL EST NÉCESSAIRE DE SAUVEGARDER ET DE DIFFUSER LES ÉCRITS DES GRANDS RABBINS DE TUNISIE

Quelles sont ses relations avec les communautés musulmane et chrétienne ?

H.B. : Nous avons plus d'interactions avec la communauté musulmane que chrétienne car 99% de la population tunisienne est musulmane. Mais nos relations sont bonnes avec toutes ainsi qu'avec le ministère des Affaires religieuses, qui est notre interlocuteur. Nous participons activement à des projets qui œuvrent pour la promotion du vivre-ensemble. À Djerba, juifs et musulmans travaillent ensemble, ils fréquentaient d'ailleurs les mêmes bancs de l'école publique tunisienne avant l'ouverture des écoles juives. Grâce au soutien des Archives nationales, qui est une organisation étatique, la communauté a numérisé gracieusement 40 000 ketoubot (certificat de mariage juif). Cette coopération est un exemple parmi d'autres de nos relations. Nous pouvons ainsi répondre à toutes les demandes qui nous sont faites.

Pour annoncer la venue du chabbat, vous sonnez le Choffar sur le toit de votre maison et pour cuisiner, les femmes utilisent un four communautaire. Comment expliquez-vous qu'en Tunisie, ces traditions soient demeurées intactes, malgré le passage du temps ?

H.B. : Grâce à l'étude de la Torah qui est vécue de façon très profonde et très consciente par les fidèles de la communauté. Ils ne gardent pas les traditions pour les transmettre de loin : ils les vivent et les ressentent. À Djerba et à Zarzis, par exemple, les communautés sont très pieuses. Elles étudient, observent le chabbat, mangent cacher et se marient dans le respect de la loi juive. Le fait de vivre dans un seul quartier permet également de maintenir des traditions authentiques. Les Djerbiens respectent l'autorité rabbinique et toutes les prescriptions qu'elle édicte. Jouer aux cartes est, par exemple, un interdit religieux que tout le monde respecte. De même, les mariages doivent avoir lieu dans la salle communautaire, ils ne sont pas possibles ailleurs.

En France, le Centre français du judaïsme tunisien constitue une bibliothèque et espère numériser les écrits des grands rabbins de Tunisie. Pourquoi soutenez-vous activement cette initiative de préservation du patrimoine religieux juif tunisien ?

H.B. : Personne, en Tunisie, n'a fait ce travail d'inventaire et de sauvegarde des écrits de nos rabbins et comme vous le savez, le papier est un matériau qui n'est pas à l'abri de l'eau, ni du feu, ni du temps. Pour ne pas risquer qu'ils s'abîment et qu'ils tombent dans l'oubli, il est tout à fait nécessaire de les numériser, de les sauvegarder et de les diffuser. Ce n'est pas simple de travailler sur les écrits des grands rabbins tunisiens. Il faut déjà y être sensible pour les comprendre. L'écriture peut également être complexe. La cursive juive séfarade n'est pas accessible à tous.

Comment expliquez-vous le fort niveau d'attachement des juifs de Tunisie à leurs *minaghim* où qu'ils se trouvent dans le monde, et notamment en France ?

H.B. : Ces *minaghim* ont été énumérés par écrit par le rav David Sitbon dans le livre *Alé Hadass* et par le rabbin Moché Kalfon HaCohen. Le fait qu'une trace écrite existe permet à quiconque, originaire de Tunisie, de garder une tradition intacte. J'ajoute qu'elles sont aussi, souvent, l'expression d'une identité liée à leur pays d'origine. C'est ce qui explique que l'attachement des originaires de Tunisie à leurs traditions soit si fort. ■

Propos recueillis par
Yaël Scemama

*** Dimanche 5 décembre, à 10h45 dans la grande synagogue de la Victoire : 44, rue de la Victoire – 75009 Paris.**

Pour les juifs d'Algérie, l'arrivée en Métropole a été vécue comme une déchirure et un déracinement.

ALGÉRIE, UNE PLAIE À VIF

Le jardin du souvenir

AJ Mon petit-fils m'a demandé de lui raconter l'histoire ancienne de notre famille. Que sais-je du parcours des miens dans le royaume de Tlemcen, à El Djezira, qui deviendra, plus tard, Alger ? Que sais-je, sinon une histoire qu'on se transmet dans ma famille de génération en génération et qui est, de toute façon, celle de chacun d'entre nous.

PAR DIDIER NEBOT

À l'automne de sa vie, un homme regarde les traces de pas qu'il a laissées derrière lui : il y a les siennes et celles de Dieu. Mais dans les moments difficiles, il n'y a qu'une seule trace de pas. Alors il interpelle le ciel : *« Pourquoi Hashem m'as-tu abandonné quand j'étais dans la peine ? »*. Et Dieu lui répond : *« Quand tu étais dans la peine, je te portais »*.
Dans le monde actuel, où tout va trop vite, où le doute remplace bien souvent l'espoir, où le matériel et le scepticisme priment sur la foi, j'avais envie de partager avec vous cette histoire.
Cet ancêtre anonyme, dont j'ai oublié le nom, et qui venait de l'Espagne d'Isabelle la Catholique, devait effectuer une livraison chez un commerçant arabe. Il avait loué un cheval à une caravane de Sahariens installés en dehors de la ville. Il goûtait le plaisir de chevaucher une monture noble. Il arriva au bord d'un oued et observa, sans malice, un groupe d'Arabes, des tanneurs, occupés à étendre sur l'herbe des peaux traitées pour qu'elles sèchent au soleil. Lorsque le groupe l'obligea à descendre de cheval, il resta interdit. Lorsqu'il reçut des coups, la surprise fut plus forte que l'humiliation. *« Pourquoi ? Qu'ai-je fait, s'étonna mon ancêtre, je porte ces tissus à Yazid, honorable commerçant, il n'y a aucun mal à cela ! »* Les Arabes, riant de son ignorance, lui ordonnèrent de déguerpir sans remonter sur la bête. Il s'exécuta. C'est donc à pied qu'il retourna chez lui et conta, penaud, sa mésaventure. *« Mais nous autres, pauvres juifs, n'avons pas le droit de monter à cheval ! D'où t'est venue cette idée saugrenue ? »*, lui répondit-on en riant.
Ce petit récit résume toute notre histoire en terre d'Afrique, où les conditions de vie déjà difficiles de nos ancêtres se dégradèrent, quand les Turcs prirent possession d'Alger au XVI[e] siècle. Les souffrances que les nôtres avaient subies en Espagne s'effacèrent devant d'autres souffrances. Les humiliations succédèrent aux humiliations. Ce fut l'ère de la violence et du mépris. Pour survivre, nos ancêtres durent courber l'échine et accepter la compromission. Leur quotidien était régenté par les principes de la charte du calife Omar, qui au VII[e] siècle avait édicté les règles de vie en terre d'islam pour les *« dhimmis »*.
Cela dura des siècles. Lorsque la France débarqua en 1830 en Algérie, ce fut, oh miracle, la fin des temps obscurs pour les nôtres. Par le bon vouloir d'un simple décret (Crémieux - Ndr), les juifs devinrent français. En deux générations, nos grands-parents abandonnèrent le sarouel pour le pantalon européen ; en deux géné-

Tombe de la grand-mère de Didier Nebot, vandalisée à Saint-Eugène

rations, ils ne parlèrent plus l'arabe et fréquentèrent les plus grandes écoles de la République française : en deux générations, ils devinrent plus français que les Français de souche. Lorsqu'en 1962 l'Algérie obtint l'indépendance, tous les juifs, comme un seul homme, quittèrent cette terre sur laquelle ils étaient présents depuis tant de siècles. Si certains n'étaient pas prêts à rompre avec cette présence multi-centenaire de notre communauté en Afrique, le saccage de la grande synagogue d'Alger, le 10 décembre 1960, leva les derniers doutes de ceux qui hésitaient. Ce jour-là, une véritable marée humaine pénétra dans le lieu saint et détruisit, vola, pilla tout ce qui s'y trouvait. Un slogan revenait sans cesse : *« Mort aux Juifs »*. Comment rester dans de telles conditions ?

Un certain nombre d'Algériens d'aujourd'hui nous reprochent d'avoir choisi le France au lieu d'être restés avec eux. Ils n'ont rien compris, ils ont oublié l'ère du dhimmi.

J'ai toujours été intéressé par l'histoire des nôtres. J'ai commencé à écrire sur notre passé alors que, stomatologiste, je faisais encore de la chirurgie maxillo-faciale. On est venu, un jour, me demander de reprendre le flambeau de l'association MORIAL, Mémoire et traditions des juifs d'Algérie, dont les premiers présidents furent d'abord Paul Sebaoun qui s'illustra dans l'opération *« torch »* à Alger, en 1942, puis Maître Roger Saïd, très apprécié par les autorités algériennes de l'époque, et qui avait pris de gros risques en restant à Alger, après l'indépendance, pour s'occuper des biens et des lieux de culte que nos compatriotes avaient laissés. C'est Serge Dahan qui m'a succédé aujourd'hui à MORIAL.

J'ai été sollicité, au printemps dernier, par l'Elysée pour faire partie de la commission *« Mémoires et Vérité »* chargée de mettre en application les préconisations du rapport de Benjamin Stora sur l'Algérie. Dans ce cadre, j'ai écrit un texte que j'ai transmis à la directrice du projet sur les questions mémorielles de la colonisation et la guerre d'Algérie, où j'ai expliqué avec force détails comment et pourquoi *« la mémoire juive »*, vieille de plus de deux mille ans pour certains d'entre nous, est fort différente de la mémoire des autres Français qui ont vécu en Algérie.

> **« EN 1962, LES JUIFS QUITTÈRENT CETTE TERRE SUR LAQUELLE ILS ÉTAIENT PRÉSENTS DEPUIS TANT DE SIÈCLES »**

Mais le travail de la commission est délicat, il n'est pas facile de trouver un langage commun avec l'Algérie d'aujourd'hui qui ne semble pas encore prête à envisager un futur apaisé. Seul point pas trop négatif : les cimetières. Malgré un certain nombre d'exactions difficilement contrôlables, la coopération sur ce plan est tacite. Mais elle doit mieux s'organiser, même s'il faut féliciter les quelques associations qui s'en occupent avec tout leur cœur. Il y a plus de 80 cimetières sur le territoire algérien et beaucoup sont dans un mauvais état.

Un ami m'a envoyé récemment les photos de la tombe de ma grand-mère, au cimetière de Saint-Eugène. Elle a été vandalisée. C'est ainsi.

On peut très bien envisager, en France, dans un lieu à déterminer *« un jardin du souvenir »*, comme je l'ai dit et écrit à la commission de l'Elysée, où, à défaut de pouvoir inscrire sur des murs le nom de tous ceux enterrés là-bas, seraient répertoriés tous les cimetières d'Algérie, avec leurs particularités et leur histoire. On y reproduirait aussi les épitaphes les plus significatives.

Ce lieu hautement symbolique du recueillement pourrait aussi être un endroit d'enseignement et de rencontres entre des personnes aux cultures différentes. Il nous permettrait de tendre une main amicale à celui qui est différent de nous.

Je voudrais conclure en vous citant le texte, peut-être prémonitoire, que j'avais écrit lorsque j'étais président de MORIAL :

Une âme m'a parlé…

L'autre soir, alors que j'étais dans un demi-sommeil, je me suis retrouvé face à la mer, tout près de Notre-Dame-d'Afrique, parmi des étoiles de David et des Bibles en pierre déposées sur des stèles endommagées, au milieu d'une colline si desséchée que les larmes ont humecté mes yeux. C'est alors qu'il m'a paru entendre une voix douce, venue de nulle part, une voix triste : *« Je m'appelle Abraham. J'ai eu la malchance de me retrouver au mauvais endroit le mauvais jour, puisque je suis mort le 26 mars 1962, lors de la fusillade de la Grande Poste d'Alger. Je fus enterré au cimetière de Saint-Eugène, étant l'un des derniers juifs à reposer dans cette si belle terre d'Afrique. Aujourd'hui, je pleure parce que ma tombe vient d'être profanée. Aujourd'hui, je pleure parce que mes restes ont été abandonnés aux affres du néant, je pleure devant tant d'indifférence sur ces viols impunis, je pleure parce que vous m'avez oublié, vous, mes descendants anonymes. Mais mon âme est toujours présente, elle te demande de ne pas la délaisser et de faire entendre sa voix »*.

« Qui es-tu ? », demandais-je.

« Je suis ton passé et ta mémoire ». ■

DIDIER NEBOT

Docteur en médecine, Didier Nebot, stomatologiste dans des associations humanitaires telles que Médecins du Monde et l'OSE, est aussi écrivain. Il est l'auteur de huit livres dont *La Kahéna, Et les enfants furent sauvés, Les bûchers d'Isabelle la Catholique, 10 Commandements et La Reine des Sables,* paru cette année aux Editions Erick Bonnier. Didier Nebot est le président d'honneur de l'association MORIAL, mémoire et traditions des juifs d'Algérie qu'il a dirigée durant sept ans.

En Israël, les habits neufs de la question orientale, par Pascale Zonszain et Denis Charbit.

SAGA

La dimension orientale d'Israël

Ils sont marocains, kurdes, perses, tunisiens, irakiens, yéménites. Ils sont israéliens. Bien plus que les Juifs venus d'Europe, ils ont conservé au cœur de leur identité vivante leur passé en terre d'islam. En Israël, on les appelle les Mizrahim, les Orientaux. Ils forment aujourd'hui la moitié de la population juive du pays.

Une famille originaire du Yémen, arrivant en Israël

Aux heures les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants d'Eretz Israël regardent avec angoisse et impuissance du côté de l'Europe, où leurs frères sont emportés dans la pire entreprise d'extermination de leur histoire. Le Yichouv est, lui aussi, menacé, écartelé entre le Livre blanc britannique qui asphyxie l'immigration juive et l'avancée des nazis qui encourage les nations arabes à effacer toute présence juive en terre d'islam et dans la Palestine mandataire. C'est en 1944, que David Ben Gourion, alors à la tête de l'Agence juive, met en place le Plan du Million, qui vise à faire venir un million de Juifs d'Europe, du Moyen-Orient et du Maghreb, pour renforcer le futur État. Le vote de l'ONU de novembre 1947 sur le partage de la Palestine va accélérer le processus, quand les États arabo-musulmans commencent à expulser les Juifs.

Et l'exode commence pour les Juifs d'Orient. Entre 1948 et 1967, ils seront 900 000 à devoir fuir les pogroms, les spoliations, les menaces de mort ou l'emprisonnement. Deux tiers d'entre eux rejoindront Israël. 300 000 autres finiront aussi par s'y établir au lendemain de la guerre des Six Jours. Durant les trois années qui suivent l'indépendance, Israël accueille plus de 260 000 immigrants d'Irak, du Yémen et de Libye. L'Alyah du Maroc s'amorcera réellement dans la deuxième moitié des années 50.

Pour Israël, cela signifie doubler sa population en un temps record et dans des conditions très difficiles. Jusqu'à la fin des années 50, ces immigrants des pays d'Orient sont installés dans des « Ma'abarot », des camps de transit d'abord composés de tentes, puis de baraquements en bois. Ces camps disparaîtront au début des années 60, au profit des nouvelles villes de développement, édifiées à la périphérie du pays, dans le Néguev et en Galilée, pour y développer le peuplement juif. Jusqu'à aujourd'hui, ces localités sont majoritairement peuplées de descendants d'immigrants d'Orient et du Maghreb.

> « JUSQU'À LA FIN DES ANNÉES 50, LES IMMIGRANTS DES PAYS D'ORIENT SONT INSTALLÉS DANS DES CAMPS DE TRANSIT »

Pour la majorité de ces olim, le choc culturel est intense. Le jeune Etat d'Israël a été forgé par des Juifs d'Europe, largement ignorants du judaïsme séfarade, et dont la vision politique est surtout séculière. La doxa sioniste de l'époque est d'abord une rupture avec la diaspora. Il s'agit de forger une nouvelle identité nationale, débarrassée de toute référence exilique, considérée comme une forme de faiblesse. Pour ces olim du Yémen ou du Maroc, dont le sionisme

est d'abord messianique, l'adaptation est rude face aux élites ashkénazes essentiellement laïques. Et leur localisation en périphérie va aussi les tenir à l'écart des universités et des institutions qu'ils mettront plus d'une génération à intégrer.
C'est d'ailleurs au début des années 70 que la conscience sociale et politique va s'éveiller parmi les jeunes Israéliens de la deuxième génération. Le mouvement des « Panthères noires », inspiré par la contestation éponyme des Afro-Américains, voit le jour en 1971 à Jérusalem, pour protester contre la discrimination. Le mouvement s'éteindra rapidement, mais aura marqué une étape décisive. En 1977, le Likoud gagne les législatives, largement porté par l'électorat mizra'hi. Menahem Begin a compris que le pays est en train de se transformer et que la doctrine travailliste ne répond plus aux attentes des Israéliens de la périphérie. Le Likoud continuera d'ailleurs à puiser l'essentiel de ses forces électorales auprès des Orientaux. C'est aussi l'époque de l'émergence du parti Shas, issu du judaïsme orthodoxe séfarade, qui va se séparer du courant lituanien et faire son entrée à la Knesset en 1984. L'identité orientale s'est raffermie et affirmée au fil des générations pour faire partie intégrante de la culture israélienne. Symbole de la tradition marocaine, la célébration de la Mimouna est devenue pour tout le pays la fin de la fête de Pessa'h. La musique israélienne s'est enrichie d'un genre à part entière, la chanson mizra'hit, variété pop sur des mélodies orientales est désormais centrale, y compris chez les plus jeunes, qui ont élevé Eyal Golan au rang de superstar. Au cinéma, en littérature, au théâtre, ce sont des thématiques sociales qui évoquent la condition des Mizra'him, plus qu'une expression sectorielle qui marquerait une culture spécifiquement orientale. La force démographique des Israéliens d'ascendance orientale a contribué à enrichir l'identité nationale d'une dimension plus traditionaliste que n'avait pas le sionisme originel, contribuant aussi à l'enraciner dans la géographie du Proche-Orient. Mais leur ascension et leur intégration ne sont pas terminées. Le fleuron high-tech de la « start-up nation » reste majoritairement ashkénaze. Et si Israël a déjà eu deux chefs d'état-major, de nombreux magistrats et élus orientaux, il attend encore son Premier ministre séfarade. ■

Pascale Zonszain

INTERVIEW

Denis Charbit

« L'IMA a largement utilisé le fonds documentaire du musée d'Israël »

AJ Professeur à l'université ouverte d'Israël (Raanana), l'universitaire Denis Charbit raconte son rôle de conseiller scientifique sur la partie israélienne de l'exposition de l'IMA.

Actualité Juive Quel rôle avez-vous joué dans l'exposition « Juifs d'Orient » ?
Denis Charbit : Dans le cadre du comité d'organisation, j'étais en charge d'établir le lien entre l'Institut du monde arabe et le Musée d'Israël ainsi que l'institut Ben-Zvi pour la recherche sur les communautés juives des pays arabes. Pour l'IMA, il allait de soi que cette exposition ne pourrait se faire sans l'apport du Musée d'Israël qui possède un énorme fonds documentaire sur les communautés juives dans le monde. Jamais l'IMA ne s'était adressé à une institution israélienne et inversement. Les responsables israéliens ont exprimé leur agréable surprise face à cette demande. L'exposition vaut en tant que telle, mais aussi pour le lieu où elle se concrétise. Cet élément m'a également motivé : je n'imaginais pas, un jour, participer à un événement clairement historique car il a lieu à l'IMA. La totalité de l'espace d'exposition a été utilisée.

Pourquoi historique ?
D.C. : Même si ce n'est qu'une hypothèse, il m'apparaît évident qu'un lien existe avec les « accords d'Abraham ». Je pense aussi que le président de l'IMA, Jack Lang, a dans ce contexte, levé le tabou, et montré que son établissement était capable d'organiser un rendez-vous sur ce sujet. Nous avons ici les conséquences positives de la normalisation des relations avec certains pays arabes. Les digues tombent, ce qui ne veut pas dire que le contentieux disparaît.

On vous sent assez optimiste… Israël n'est donc plus isolé ?
D.C. : La dimension culturelle, comme l'histoire le rappelle souvent, annonce ou confirme un rapprochement. Israël ne sera plus terra incognita. Par ailleurs, je précise que cette présentation ne peut se réduire à sa beauté et à certaines pièces rares exposées. Il était hors de question de faire l'impasse sur le départ des pays arabes d'où une salle nommée « Le temps des exils », et chaque salle a son titre en hébreu. Pour mes articles dans le catalogue, je n'ai pas été censuré. L'IMA voulait même savoir ce que sont devenus ceux arrivés en Israël. Sur près d'un million d'émigrés, les deux tiers sont venus en Israël, surtout les Marocains. Je raconte les raisons des départs, parfois différentes selon les pays. Souvent sans attendre l'expulsion, les Juifs ont préféré s'en aller, pressentant un mauvais vent. Bien sûr, il a également existé une Alyah par amour d'Israël. Pour résumer, je dirais que l'évolution est claire. De plus en plus de pays arabes vont vers un Israël qui n'est plus une partie du problème, mais une partie de la solution. On doit encourager ces pays à redécouvrir le patrimoine juif qui fait partie de leur histoire. Comme l'exposition le rappelle. Une nouvelle page s'ouvre ! ■

Propos recueillis par Robert Sender